

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-3 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 10. — Lorsque le programme d'investissement prévoit la construction d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités visées à l'article 1er, le délai d'exploitation prévu à l'article LP. 926-3 du code des impôts est porté à dix années.

Art. 11. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année et, le cas échéant, au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-3 dudit code ;
- au service de l'énergie et des mines, au plus tard le 31 janvier des quatre années ou, le cas échéant, entre au plus tard le 31 janvier des neuf années suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement précitée, un compte rendu annuel d'activité.

Chapitre II - Traitement et valorisation des déchets

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 12. — Les programmes d'investissement présentés en matière de traitement et de valorisation des déchets, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts doivent consister en l'acquisition de matériels et équipements dédiés à la fois au ramassage, au tri, au recyclage et/ou à la valorisation des déchets ménagers et/ou industriels.

Les programmes peuvent comprendre également la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à la réalisation des activités précitées.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 13. — Est exclu de la base d'investissement éligible le coût des véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus pour transporter des personnes ou à usage mixte.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 14. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Le taux visé au premier alinéa est porté à 45 % :

- lorsque le programme d'investissement consiste spécifiquement en l'acquisition d'incinérateurs équipés d'une post-combustion, respectant les normes européennes et d'une capacité maximale de 100 kg/h, destinés à équiper les communes des archipels éloignés pour le traitement des déchets ultimes, dans le cadre fixé par la politique sectorielle de la Polynésie française en la matière ;
- lorsque le programme d'investissement porte spécifiquement sur le traitement des déchets spéciaux (déchets

d'équipements électriques et électroniques, déchets toxiques en quantité dispersée) et des encombrants constitués principalement de ferrailles.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 15. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 16. — Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-13 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 17. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-13 dudit code.

Art. 18. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 761 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'industrie.

NOR : SCD090111AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Article 1er.— Les programmes d'investissement présentés dans le secteur de l'industrie, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés à l'exercice des activités référencées à l'article 2.

Ces programmes peuvent comprendre également la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement, à l'assemblage ou au stockage des produits fabriqués à partir de ces matériels et équipements.

Art. 2.— Pour l'application de l'article LP. 927-1 du code des impôts, le secteur de l'industrie comprend exclusivement les activités répertoriées dans la nomenclature d'activités française sous les codes de 151A à 410Z.

Toutefois, ne sont pas éligibles les activités de production, de transport ou de distribution d'électricité à base d'énergies fossiles, de fabrication de produits explosifs, de sidérurgie, d'édition ou d'impression de journaux dont la parution est quotidienne, d'élaboration et de transformation de matières nucléaires, de fabrication ou de transformation du tabac et de transformation ou d'embouteillage de boissons alcooliques ou sucrées, à l'exception de la fabrication de jus de fruit d'une valeur "brix" n'excédant pas 20.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 3.— Sont exclus de la base d'investissement éligible les coûts des véhicules de tout type pour lesquels une immatriculation est obligatoire.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 4.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Ce taux est porté à 40 % lorsque l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'entreprise exploitante justifie, dans le cadre de la procédure d'agrément, d'une certification à un système de management ou de normalisation de qualité, reconnue à l'échelle nationale ou internationale, tel que, notamment, les systèmes ISO, HACCP et NF.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 5.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix à la production. Cette note fait ressortir le coût moyen des intrants et des consommations intermédiaires, l'incidence des avantages fiscaux sollicités sur le prix sortie usine, l'existence de prohibitions d'importation ou de taxes de développement

local, les éléments de comparaison avec les prix des produits manufacturés importés similaires (notamment en terme de qualité). Cette note d'impact sur les prix doit être visée par un commissaire aux comptes.

Art. 6.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 7.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 927-3 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 8.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 927-3 dudit code.

Art. 9.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 762 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts en ce qui concerne le recours aux énergies renouvelables dans le secteur du logement.

NOR : SCDD001218AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;